

**QUEL SERA L'IMPACT DU**  
**BREXIT**

**POUR LES CITOYENS  
BRITANNIQUES DOMICILIÉS  
DANS LES 27 PAYS DE L'UE?**



**DISCUSSIONS AU SUJET DES DROITS  
DES CITOYENS AVEC DES CITOYENS  
BRITANNIQUES DANS DIVERS PAYS DE L'UE.**

**Michaela Benson, Katherine Collins & Karen O'Reilly**



Le rapport de synthèse qui suit a été établi par l'équipe de recherche de "Brexit Brits Abroad". L'étude est financée par le "Economic and Social Research Council" (Conseil de recherches économiques et scientifiques) et le "UK in a Changing Europe Initiative" (Initiative Le Royaume-Uni dans une Europe qui Evolue) (N° de subvention ES/R000875/1).

Pour en savoir plus sur le projet, allez à notre site:  
<https://brexitbritsabroad.com>



**BREXIT**  
BRITS ABROAD



The **UK** in a  
**Changing Europe**

## Les grandes lignes

Ceux qui ont répondu à notre sondage rapide ont pour la plupart affirmé qu'ils ne se sentaient pas rassurés par l'accord actuel sur les droits des citoyens;

Les réponses ont fait état de:

- Un manque de confiance dans la prémisse que le Royaume-Uni agirait dans les intérêts de ses citoyens domiciliés à l'étranger;
- Une méfiance marquée envers le gouvernement du Royaume-Uni, en particulier l'on se demande si les provisions de cet accord seraient respectées au-delà de la date à laquelle le Royaume-Uni quitterait l'Union Européenne;
- Énormément de désinformation et de malentendus.

## Le contexte

Le 8 décembre 2017, le gouvernement du Royaume-Uni et les négociateurs de l'Union Européenne ont annoncé qu'ils avaient conclu un accord au sujet des droits des citoyens. Cet accord a contribué au sentiment que l'on avait fait assez de progrès dans la première étape des négociations pour passer aux discussions concernant le commerce et les échanges. Depuis, il est passé dans l'accord provisoire de sécession paru le 19 mars 2018. Dans le contexte de cet accord, nous avons demandé à ceux qui participent à nos recherches d'indiquer ce qu'ils pensaient de ce progrès en répondant à un bref sondage, qui leur demandait d'indiquer à quel point ils se sentaient rassurés par cet accord.

## Sondage du Panel des Citoyens

Nous avons demandé à nos contributeurs s'ils se sentaient rassurés par la déclaration du Gouvernement. 131 ont répondu, 88 membres du Panel des Citoyens et 43 personnes que nous avons déjà interviewées en France et en Espagne: Plus de 70% ne se sentaient pas rassurés (classant leur sentiment d'être rassuré à 4 ou moins sur une échelle progressive de 1 à 10) (*Chart 1*).

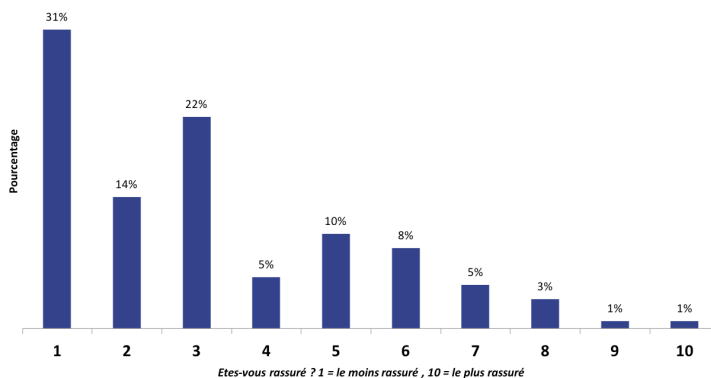


Chart 1

## A propos des Droits des Citoyens

L'accord récent entre les négociateurs de l'UE et du Royaume-Uni au sujet des droits des citoyens a suscité une vive réaction: beaucoup de contributeurs ont répondu à notre sondage dans un délai de seulement quelques minutes ou de quelques heures. Ceci correspond à l'intensité des sentiments que nous avons si souvent rencontrée pendant notre recherche en cours concernant les citoyens britanniques domiciliés dans les pays de l'UE. Plusieurs aspects rentrent en jeu, comme nous l'expliquerons brièvement ci-dessous.

### *Qui se soucie des citoyens britanniques domiciliés dans l'UE ?*

Notre sujet d'intérêt principal est ce que nos contributeurs perçoivent comme le manque d'intérêt total dans les implications du Brexit pour la vie des citoyens britanniques qui ont élu domicile dans l'UE. Il semblerait que les accords entre les négociateurs du Royaume-Uni et de l'UE concernant les droits des citoyens aient plutôt exacerbé que dissipé ce sentiment; les contributeurs craignaient aussi que les citoyens britanniques domiciliés dans l'UE ne soient laissés pour compte dans les négociations en cours. Ils trouvaient que les négociateurs prenaient beaucoup plus au sérieux le commerce que les droits des citoyens.

Même parmi ceux qui se sentaient quelque peu rassurés par le contenu des accords, il subsistait encore un doute: lesdits accords seraient-ils honorés?

Plusieurs contributeurs ont exprimé cette inquiétude en reprenant le caveat inclus dans les orientations de l'Article 50 du Conseil Européen d'origine précisant que: "Rien ne fait l'objet d'un accord tant que tout ne fait pas l'objet d'un accord". D'autres ont clairement exprimé leur manque de confiance en le gouvernement du Royaume-Uni, à la fois en ce qui concerne la protection de leurs droits - malgré des énoncés apaisants de la part et du Premier Ministre britannique et d'autres - et en ce qui concerne le respect dudit accord une fois que le Royaume-Uni serait sorti de l'UE. Qu'est-ce qui empêcherait le Royaume-Uni de revenir sur les accords après la sortie et la transition ? et avec quelles conséquences pour leur vie?

Citations telles que celles ci-dessous sont représentatives d'une large gamme de réponses.

*"Les énoncés du gouvernement du Royaume-Uni ne valent rien pour nous. Ils ont démontré de nombreuses fois qu'ils ne portent aucun intérêt à leurs citoyens domiciliés à l'étranger, ni se soucient d'eux, donc, pour citer David Davis (sic) ""Rien ne fait l'objet d'un accord tant que tout ne fait pas l'objet d'un accord".*

*"... à mon avis, ce gouvernement britannique, ainsi que ceux qui suivront, vont démanteler tout accord qui sera conclu au sujet des retraites, assurance maladie et allocations car il n'y aura pour eux aucun coût politique..."*

Ces réponses communiquent un sentiment d'impuissance, de manque d'influence sur ce qui se passe au Royaume-Uni. Sans représentation dédiée aux électeurs résidents à l'étranger, ou, pour ceux qui vivent en dehors du Royaume-Uni depuis plus de quinze ans et qui n'ont plus le droit de voter aux élections parlementaires du Royaume-Uni, ils avaient le sentiment que le gouvernement britannique n'avait absolument rien à gagner en sauvegardant les droits de leurs citoyens résidents à l'étranger. En plus, comme l'un de nos contributeurs a si astucieusement remarqué, contrairement aux citoyens de l'UE qui résident au Royaume-Uni, "nous sommes clairsemés à travers l'Europe, et n'avons pas l'opinion publique pour nous soutenir. C'est une question d'indifférence pour la plupart des Européens".

Les réponses démontrent clairement qu'ils tiennent le gouvernement britannique responsable de leur sort; par contre, ils ont un peu plus confiance en l'UE pour les soutenir.

### *Inquiétudes et soucis précis*

Les inquiétudes et soucis ressentis avant la conclusion des accords ont persisté, y compris:

- Les termes et conditions de leur droit de résidence et/ou statut de migrant dans leur pays de résidence actuel;
- Leurs ressources et/ou situation personnelles suffiraient-elles pour satisfaire les exigences de résidence légale ou de citoyenneté dans leur pays de résidence;
- Le souci qu'ils seraient peut-être obligés de retourner au Royaume-Uni, et si oui, quel effet cela aurait-il sur leur vie (avec des problèmes bien spécifiques soulevés par ceux qui partagent leur vie avec un-e partenaire de nationalité Européenne ou d'un tiers pays au sujet du droit de réunir la famille au Royaume-Uni).

Tandis que nos contributeurs reconnaissent que les accords esquissent quelques principes d'ordre général, ils ont hâte de savoir quelles en seront les conséquences précises pour leur vie à eux. Des inquiétudes persistent au sujet des conséquences du Brexit pour leur statut fiscal, les retraites, le droit de travailler et les allocations exportables, entre autres. Ils ont aussi exprimé des inquiétudes au sujet des droits qui ne font pas encore le sujet d'un accord - y compris la prolongation de leur droit de circulation libre dans l'UE27 (une inquiétude qui touche aussi ceux sans domicile fixe, ou qui ne sont que temporairement résidant avant de repartir ailleurs dans l'UE) - et leurs inquiétudes au sujet des conséquences du Brexit sur la mobilité des dépendants, par exemple les enfants adultes et les parents âgés.

## **Comment y voir clair dans tout cela ?**

Nous voulons dire clairement à ce point que beaucoup de ceux qui participent à notre recherche sont des personnes bien informées et capable de faire une analyse politique sophistiquée de ce qui se passe. Cependant, le niveau élevé de désinformation et de malentendu courant parmi ceux avec qui nous sommes en contact nous inquiète plus qu'un peu. Le fait que ceci concerne même des personnes relativement bien instruites et qui se tiennent bien informées tire la sonnette d'alarme. La méfiance dont nous faisons état ci-dessus pourrait en fournir une explication. Cependant, il est évident qu'il y a toujours un manque d'information crédible et compréhensible en ce qui concerne les conséquences réelles qu'auront les accords pour la vie des ressortissants britanniques résidant dans l'UE. Les documents techniques qui donnent un aperçu de ce que seront leurs droits après le Brexit sont difficiles d'interprétation pour le lecteur non-initié, et sont rédigés en termes généraux qui ne tiennent pas compte des spécificités de la vie des individus.

Il semble que ceci a été renforcé par le manque de représentation politique spécifique aux citoyens britanniques résidents à l'étranger. Le sentiment de nos contributeurs de ne pas être représentés est jumelé avec l'inquiétude sur le manque de transparence au sujet de qui a été et qui sera responsable dans le domaine politique pour la vie et l'avenir de ces citoyens britanniques?

## Les prochaines démarches?

A vrai dire, il y a de nombreux problèmes non encore résolus en ce qui concerne les droits des citoyens britannique qui ont élu domicile et qui ont fait leur vie dans l'UE. Il faut résoudre ces problèmes en première urgence, car il y a beaucoup de personnes qui vont passer à travers les mailles du filet de la clarté juridique et pratique si les accords actuels sont acceptés comme le dernier mot au sujet des droits des citoyens. Tandis que ces accords sauraient être rassurants dans une certaine mesure, avant que les conditions de la résidence légale dans chaque état membre ne soient précisées, l'incertitude continuera à habiter ceux qui ont choisi d'exercer leur droits selon le traité.

Notre interprétation souligne le besoin de réfléchir sur la question du niveau auquel on devrait faire cette communication et cette clarification, et qui devrait l'entreprendre. Il serait préférable de considérer certains problèmes au niveau local, en vue de prendre en compte les réseaux déjà existants par lesquels circule l'information parmi les citoyens britanniques. Notre recherche souligne aussi le besoin urgent de fournir des efforts pour mieux faire comprendre quel sera l'effet des accords actuels dans le contexte de la vie des individuels. Ceci demande le développement et la communication de "carnets de route" qui guideront les citoyens à travers les changements qui s'opèrent dans le paysage légal et dans les termes et conditions de leur résidence dans chacun des pays de l'EU27.



Traduction par Susan Baxter

Pour plus d'informations sur ce rapport, veuillez contacter le responsable du projet, Dr Michaela Benson (Michaela.benson@gold.ac.uk)

Ce rapport de synthèse devrait être cité comme suit:

Benson, M., Collins, K. et O'Reilly, K. (2018) Quel sera l'impact du "Brexit" pour les citoyens Britanniques domiciliés dans les 27 pays de l'UE? Discussions au sujet des droits des citoyens avec des citoyens Britanniques dans divers pays de l'UE. London: Goldsmiths. [Available to download at <https://brexitbritsabroad.com/brexit-brits-abroad-reports/>]

